Document generated on 07/16/2025 6:51 p.m.

Revue internationale de l'économie sociale
Recma

L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ? Capitalisme, territoire, démocratie, Jean-François Draperi. Dunod, 2011, 256 p.

Danièle Demoustier

Number 322, October 2011

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1020735ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1020735ar

See table of contents

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)
2261-2599 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Demoustier, D. (2011). Review of [*L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ? Capitalisme, territoire, démocratie,* Jean-François Draperi. Dunod, 2011, 256 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (322), 117–118. https://doi.org/10.7202/1020735ar

Tous droits réservés © Recma, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

en œuvre, des satisfactions ou des regrets exprimés. Reste qu'au-delà de son utilité informative l'ouvrage sonne comme une ode au bonheur de travailler au service de l'économie sociale.

Patricia Toucas-Truyen ●

L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise ? Capitalisme, territoire, démocratie
Jean-François Draperi. Dunod, 2011, 256 p.

Dans son dernier ouvrage, J.-F. Draperi ouvre un chantier vaste et stimulant : celui de construire la théorie générale de l'économie sociale et solidaire, défi impossible à relever, selon lui, à partir des approches trop partielles. L'économie sociale est trop insérée dans l'économie capitaliste, même si certaines de ses règles permettent aux hommes d'être « plus vertueux » ; l'économie solidaire restreint le champ de la solidarité économique et l'entrepreneuriat social est trop soutenu par le capitalisme des grandes entreprises. Pour rendre compte des nouvelles pratiques et dépasser l'approche limitée à un ensemblier d'entreprises, l'auteur appelle de ses vœux la reconstruction d'une théorie, ou d'une doctrine, qui l'affirme comme mouvement social susceptible de constituer une alternative, sur la base d'un projet social *« qui s'adresse à la société dans son ensemble »*. Il sait que cette démarche sera de longue haleine, mais il tente d'en poser quelques jalons.

Critique de l'échange capitaliste

Cette théorie ne pouvant pas faire l'impasse d'une analyse critique du capitalisme, l'ouvrage adopte un point de départ très actuel qui ouvre à discussion : la critique de l'échange capitaliste (ce qui le conduit à un grand détour à travers le capitalisme commercial, industriel, puis financier). Selon l'auteur, il est insuffisant de considérer le capitalisme (et en conséquence l'économie sociale et solidaire) comme un mode de production et il est nécessaire de dénoncer le rapport de force, la concentration oligopolistique et l'opacité qui détruisent le lien social direct de réciprocité, et donc la société *« qui se construit par l'échange »*. A partir de l'échange, se pose la question du changement, terme proche étymologiquement : « changer d'échelle », « changer pour changer » ou « changement social » ? C'est la question centrale de l'ouvrage.

Cela le conduit néanmoins à promouvoir, un peu rapidement, l'échange marchand non capitaliste (notion sur laquelle débattent de nombreux économistes) comme *« réciproque, concurrentiel et transparent »*. La réciprocité, parfois confondue dans l'ouvrage avec la coopération, comme la double qualité (dont l'approche est très extensive, jusqu'à la coproduction de relation de service comme la participation du patient au diagnostic du médecin) sont supposées produire les conditions de l'égalité, alors que les exemples donnés par l'auteur (SEL, Amap, commerce équitable, monnaies locales…) montrent les difficultés de définir le prix ou la valeur « équitable », même par la négociation directe ; Charles Gide, cité très brièvement, s'était déjà affronté à la redoutable question du « juste prix ». Il me semblerait donc nécessaire d'analyser la nature « socio-marchande » de l'échange en parallèle à la nature « socio-technique » de la production.

Cette approche qui survalorise l'échange (au centre des débats sur le commerce équitable, les circuits courts…) comme fondement du lien social semble déconnectée d'une analyse plus générale de l'ensemble des rapports sociaux (de production, de répartition, de consommation, pour se limiter aux rapports économiques) dans lesquels s'inscrivent les modes d'échange. L'indétermination de la référence au « lien social » (relations interpersonnelles de proximité – que semble privilégier l'auteur – ou interdépendance organique produite par la division du travail ?) ne permet guère d'articuler les approches locales et globales, les liens concrets et abstraits, l'action des petites et des grandes entreprises…

Néanmoins, cela permet à l'auteur d'aborder de multiples dimensions de l'activité économique, d'une façon stimulante voire provocatrice sur le positionnement de l'ESS : les besoins « à déconstruire » plutôt qu'à combler, la production

d'objets comme porteurs de travail et d'identité sociale et non neutres, la monnaie comme vecteur de lien social au-delà du moyen de paiement, la générosité comme empêchant le contre-don (plus étonnante est la critique de la gratuité), le travail comme base de réalisation et pas seulement comme nécessité, l'agriculture comme rapport à la terre en tant que bien commun et non simple réservoir pour l'alimentation…

Clarification philosophique, sociologique et politique

En résumé, la réduction de l'ESS à une simple initiative entrepreneuriale apparaît comme un frein pour révéler l'ensemble des questionnements et des réelles transformations portées par ses nouveaux acteurs territorialisés, qui cherchent notamment à réunifier ce que le capitalisme sépare, dans l'être humain, entre les hommes, dans leurs rapports à la nature et aux produits. La dénonciation de « l'ensecrètement » comme manière pour le capitalisme de légitimer ses normes peut aussi être interprétée comme un appel aux acteurs et aux chercheurs de l'ESS, pour clarifier les fondements philosophiques et sociologiques des rapports économiques, aussi coopératifs soient-ils.

Si l'on retrouve des thèmes déjà développés par l'auteur dans la *Recma* (comme les critiques de l'entrepreneuriat social, de la philanthropie, du *fundraising*, qui se substitueraient à la puissance publique pour gérer et financer les activités culturelles, sociales et environnementales et définir ainsi, de façon privée, l'intérêt général), il propose des pistes d'alternatives : au scientisme naturalisant les rapports sociaux comme à la gestion technicisant des choix politiques, il substitue la recherche-action mobilisant les expériences concrètes ; à la concentration conduisant à la domination des Etats par les multinationales, il oppose l'économie territoriale alliant l'ESS aux collectivités territoriales et aux PME ; contre la destruction du lien social par l'échange capitaliste, il propose la coopération et l'intercoopération conduisant à une *« consommation démocratique »*.

Très dense, parfois touffu, soulevant de multiples questions anthropologiques, sociologiques, économiques, cet ouvrage offre une base de réflexions riches, documentées et multidisciplinaires qui, à défaut de déjà constituer « la » théorie de l'ESS, présentent l'approche globale, parfois éclectique, de son auteur, dont la légitimité pour une telle ambition n'est plus à prouver. Sur ce premier socle pourront se construire les débats, les prolongements, les critiques qui permettront de mieux comprendre et de mieux agir pour que l'ESS sorte effectivement d'une certaine marginalité, plus politiquement qu'économiquement.

Danièle Demoustier ●

Du Teikei aux Amap, le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux

Hiroko Amemiya. PUR, 2011, 350 p.

Le Japon n'est pas seulement précurseur d'innovations technologiques, il l'est aussi en matière d'innovations sociales, notamment agricoles. Autre élément singulier, l'innovation n'est pas l'apanage des *salarymen*, des chercheurs des grands laboratoires universitaires japonais ; elle vient aussi des femmes, des mères de famille soucieuses de la qualité de l'alimentation qu'elles donnent à leurs enfants. C'est ainsi que, dans un Japon alors jeune deuxième puissance économique mondiale, cherchant à « produire plus pour vendre plus » et déjà touché par des catastrophes écologiques et sanitaires, le système Teikei voit le jour dans les années 70, opposant la coopération à la concurrence.

Les rizières japonaises et la campagne bretonne : coopération et circuit court

Si *« la vente directe de produits fermiers locaux pour l'alimentation est une activité ancienne, voire très ancienne »,* comme le souligne dans son introduction Hiroko Amemiya, anthropologue à l'université de Bretagne-Rennes 2 et coordinatrice de l'ouvrage, le Teikei constitue